



# CONTRE LE PASSAGE EN FORCE À L'ASSEMBLÉE, IMPOSONS AU GOUVERNEMENT NPA LA CENSURE DE LA RUE !

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 18 MAI 2016

Alors que l'immense majorité de la population est opposée à la Loi El Khomri, Hollande et Valls ont décidé de passer en force, en recourant à l'article 49-3 de la Constitution, pour faire adopter la loi travail sans vote. Eux qui étaient farouchement opposés à l'utilisation de cet article à l'époque où ils étaient dans l'opposition, dénoncée par Hollande comme « une brutalité » et « un déni de démocratie », ils s'arrogent le droit d'y recourir sous prétexte qu'ils sauraient mieux que nous ce qui est bon et juste !

Quant à la plupart des députés « frondeurs » et écologistes, ils ont choisi de laisser passer le texte plutôt que de voter la motion de censure et la démission du gouvernement, sous prétexte de ne pas mêler leurs voix à celles de la droite. Ils n'ont pourtant pas eu les mêmes états d'âme en mêlant leurs voix à celles de la droite pour prolonger l'état d'urgence jusqu'en juillet !

## Nous pouvons gagner !

Parce que le texte est loin d'être définitivement adopté. Il doit maintenant être examiné par le Sénat, où la droite va jouer la surenchère, avant de revenir devant l'Assemblée.

Hollande a beau fanfaronner sur Europe 1 en affirmant que « cette loi, elle va passer, je ne céderai pas », nous pouvons encore gagner. Il y a 10 ans, en 2006, le gouvernement De Villepin avait retiré le Contrat Première Embauche (CPE) alors que le projet avait été définitivement adopté et après avoir utilisé le 49-3. Tout va dépendre du niveau de la mobilisation, du nombre de salariés et de jeunes qui vont encore descendre dans la rue et faire grève pour durcir le mouvement.

## Sans aucune hésitation :

### dégageons le gouvernement et sa loi

Il utilise la violence policière pour intimider, diviser et réprimer les manifestants. Il criminalise les opposants en les poursuivant et les condamnant à de lourdes peines. Il prétend interdire à certains le droit de manifester en s'appuyant sur l'État

d'urgence, soi-disant instauré pour combattre le terrorisme, alors qu'il n'a rien de précis à leur reprocher.

Ce gouvernement n'est plus légitime, ni pour la population, ni même dans sa propre majorité. Il doit dégager par tous les moyens nécessaires !

L'enjeu des jours prochains est clair : renvoyer comme un boomerang à Hollande et Valls leur acharnement à passer en force en utilisant à la fois les mécanismes antidémocratiques de la Vème République et la violence policière.

Dans la foulée de l'État d'urgence, ils pensaient pouvoir tout se permettre. Ça ne passe pas. Le gouvernement n'a jamais été aussi faible et discrédité, le PS est en crise profonde. Cela offre au mouvement social la possibilité de gagner, d'arracher ce dont il a le plus besoin : une victoire, enfin !

Loi du travail :  
Valls passe (encore) en force avec l'article 49-3.



## L'épreuve de force, c'est maintenant !

Pour toutes celles et ceux qui refusent la « loi travail » – salariés du public et du privé, chômeurs, précaires, lycéens et étudiants – c'est le

moment d'y aller toutes et tous ensemble.

On sait que les grèves de 24 heures, espacées dans le temps, comme l'ont proposé jusqu'à présent les centrales syndicales, ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement.

Après la journée de grèves et de manifestations du mardi 17 mai, l'entrée en grève des cheminots, les appels à la grève reconductible dans plusieurs secteurs, seuls moyens pour taper le patronat au tiroir-caisse et accentuer la pression sur le gouvernement, la journée de grève appelée le jeudi 19 mai par l'intersyndicale doit être l'occasion de faire monter d'un cran la mobilisation, en se donnant l'objectif de parvenir à bloquer l'activité économique du pays.

**Ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement d'ensemble, une grève générale pour en finir avec la loi El Khomri, ce gouvernement et leur monde.**

## LA MAFIA DE GHOSN

A l'Assemblée Générale du 29 avril, 54 % des actionnaires de Renault ont désapprouvé la rémunération de Carlos Ghosn : une première dans une entreprise du CAC 40 !

Mais pas de quoi impressionner le Conseil d'administration qu'il dirige au doigt et à l'œil. Après avoir déclaré que « *ce n'est pas aux actionnaires de décider la rémunération du président* », il s'est assis sur le vote des actionnaires en validant le pactole. Ghosn va donc toucher 7,251 millions d'€ de revenu annuel, soit 41 000 € par jour, l'équivalent de 34 SMIC par jour, en plus de ses 8 millions de chez Nissan.

Suite à cette décision, Macron menace de légiférer sur la rémunération des dirigeants. Mais ça fait 27 ans que de telles menaces sont proférées, sans être suivies d'effet. Et c'est bien Macron qui a réduit la fiscalité sur les actions gratuites, dites de « performance », sous prétexte de « *rémunérer les talents* ». Depuis la loi Macron, cette forme de rémunération explose, jusqu'à représenter 58 % du salaire de Ghosn en 2015 (4,2 millions d'€).

## SECRET DES AFFAIRES :

### LE PARLEMENT EUROPÉEN

#### À LA BOTTE DES MULTINATIONALES

Au Luxembourg, fin avril, a commencé le procès « Luxleaks ». Le procureur y a requis 18 mois de prison contre Antoine Deltour et Raphaël Halet, deux salariés du cabinet d'audit PwC. Leur crime : avoir utilisé les informations auxquelles ils avaient accès pour dévoiler comment la législation du Luxembourg permettait à des multinationales d'économiser des milliards sur leurs impôts : une atteinte impardonnable au secret des affaires.

Secret des affaires dont la protection est au cœur de la « directive » votée à une forte majorité au Parlement européen, le 14 avril. Cette directive énonce une définition du « secret des affaires » tellement large que toute information interne à l'entreprise pourrait en faire partie. Avec le risque, pour quiconque oserait dénoncer des pratiques illégales ou des malversations, de se voir traduit au tribunal et lourdement condamné. Après les Panama Papers et autres scandales, l'heure n'était pourtant pas à protéger le secret des affaires... mais à l'abolir.

### LE PARLEMENT EUROPÉEN

#### À LA BOTTE DES MULTINATIONALES :

#### LE FRONT NATIONAL TOUT AUTANT

A entendre les discours de ses dirigeants, le Front National serait le parti qui défend les petits contre les puissants, les PME contre les multinationales du capitalisme « mondialisé ». Mais c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Le Parlement européen vient de voter à une majorité très forte une directive sur le « secret des affaires » qui comble les vœux des multinationales.

Tous les députés du Front National présents dans l'hémicycle au moment du vote ont voté pour cette

directive. Un vote au service du grand capital, en compagnie des députés de droite et du PS. Un vote pour une directive qui va ensuite s'appliquer dans l'ensemble des pays européens. Alors même que les dirigeants du Front National ne cessent de rendre l'Europe responsable de tous nos maux. Leur vote sur le secret des affaires en dit long sur l'arnaque de leur discours officiel.

## LA GRÈCE SOUS LE JOUG DES CRÉANCIERS : UNE AUSTÉRITÉ SANS FIN

Par un vote massif au referendum de juillet 2015, les grecs donnaient mandat au gouvernement Tsipras d'en finir avec l'austérité. Malgré cela, Tsipras capitulait devant l'ultimatum des autorités européennes : pas d'aide financière sans nouvelles mesures d'austérité.

Tout le monde sait maintenant que les milliards accordés depuis ont atterri dans les poches des banques européennes en remboursements d'emprunts passés ou servi à renflouer les banques grecques. Bénéfice pour la population quasi nul.

Printemps 2016, même scénario. Pour obtenir une nouvelle tranche d'aide, Tsipras vient de faire voter par les députés un nouveau train de sacrifices pour la population en matière de retraites, impôts directs et TVA. Un engrenage infernal dont la leçon est claire : sortir de l'austérité passe par le refus de payer la dette, la mise sous contrôle du secteur financier. Ce qui suppose de renoncer à espérer un compromis avec les institutions européennes. Une seule solution, les affronter.

## LOI EL KHOMRI

**Nuit Debout ...**

**Répression policière ...**

**Grève Générale ...**

**QUELLES PERSPECTIVES  
POUR GAGNER ?**

**VENEZ EN DISCUTER  
AVEC LE NPA**

**Jeudi 19 mai à 19H00**

**Soirée débat  
au local du NPA**

**40 rue des Murs Saint Yon**

**Rouen (rive gauche Métro Europe)**

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique